

Le point de vue du chef économiste de Raiffeisen Blocage de l'Europe



L'échec des négociations en vue de la formation d'une coalition en Autriche au début de l'année donne un avant-goût de ce qui attend l'Europe en 2025: des difficultés à former des gouvernements, des blocages politiques, l'arrêt. Actuellement, les deux principales économies européennes ne possèdent pas de gouvernement

viable. Il y a de quoi être inquiet alors que l'économie de la zone euro connaît une stagnation relative, avec un moral au plus bas et la nécessité de plus en plus évidente de procéder à des changements structurels. Des élections sont certes imminentes en Allemagne. Mais rien ne dit qu'elles déboucheront sur une coalition disposée à engager des réformes. Le contexte politique dans de nombreux pays européens témoigne d'un malaise plus profond. La polarisation croissante du paysage politique se reflète dans la population, ce qui complique la formation de majorités stables et la recherche de compromis.

L'Autriche au point mort

Un bouleversement historique est sur le point de se produire en Autriche. Pour la première fois, le chef du gouvernement pourrait ne pas être issu des rangs des socio-démocrates ou des conservateurs, à savoir les partis qui ont «bâti» cette république. Les partis établis semblent désorientés et perplexes. Des semaines durant, ils ont tenté de sauver leur politique de la débrouille – en vain. Le parti libéral NEOS n'a plus voulu jouer le jeu. Pour finir, la coalition des trois partis a échoué face aux défis de notre époque. Il n'y a plus d'argent à distribuer. L'économie est engluée dans une récession tenace, le chômage est d'environ 7% et des accords salariaux onéreux nuisent à la compétitivité. Il est désormais très probable que la Freiheitliche Partei Österreich (FPÖ) eurosceptique et populiste de droite forme le prochain gouvernement.

La France dans l'impasse

En France, le président Emmanuel Macron a inutilement plongé le pays dans l'instabilité en organisant des élections législatives anticipées à l'été 2024. Il est difficile de savoir combien de temps l'actuel Premier ministre François Bayrou – déjà le quatrième en l'espace d'un an – pourra tenir. Au plan économique, E. Macron avait auparavant enregistré bon nombre de succès grâce à ses

réformes et renforcé la place économique France. Ces dernières années, l'économie française a progressé bien plus que l'économie allemande. Les électeurs français ne s'en sont cependant pas satisfaits. L'inflation élevée et les tentatives de restreindre quelque peu la générosité de l'Etat providence ont attisé l'insatisfaction de la population à l'égard des partis établis et ont empêché E. Macron de récolter les fruits de sa politique économique. La fragmentation des partis traditionnels du centre se poursuit. Les électeurs optent de plus en plus souvent pour des positions extrémistes de gauche ou de droite, ce qui complique les réformes nécessaires. Par exemple la réforme des retraites requise de toute urgence qui vise à réduire les privilèges et à assurer le financement à long terme. La France risque de connaître une période de gouvernements minoritaires à la durée de vie limitée, qui feront certes des efforts, mais sans grands succès.

L'Allemagne à l'aube d'un changement de cap

L'échec du gouvernement tricolore en Allemagne n'était finalement qu'une question de temps. Les fossés idéologiques entre les trois partis de coalition se sont creusés de plus en plus. Alors que le pays déstabilisé par une défaillance de plus en plus évidente des infrastructures et les défis gigantesques engendrés par la mutation structurelle de l'économie sombrait progressivement dans la morosité, les partis de gouvernement n'ont trouvé aucune réponse crédible aux questions urgentes de notre époque: sécurité, immigration, crise énergétique et économique et changement climatique. A la place, ils ont enchaîné les escarmouches politiques qui visaient davantage les élections que la résolution des problèmes. Ce vide gouvernemental arrive au moment le plus inopportun. C'est précisément maintenant que l'UE aurait besoin de l'Allemagne comme nation dirigeante. Or, il est fort probable que l'Allemagne se dote d'une coalition aux intérêts fortement divergents. Cela laisse peu d'espoir quant à la formation d'un gouvernement efficace, capable de prendre les défis à bras-le-corps. Le manque d'ambition des programmes électoraux confirme cette crainte.

Une Europe sans dirigeant

L'Europe est privée de dirigeant à un moment où le continent est mis au défi par des autocrates révisionnistes en Russie et en Chine, mais aussi par la grande puissance américaine, qui n'apporte plus un soutien inconditionnel à l'alliance atlantique, voire en menace les partenaires. L'époque où l'on cachait la vérité sans fard aux électeurs semble révolue. L'Europe fait face à des décisions

Le point de vue du chef économiste de Raiffeisen Blocage de l'Europe

impopulaires. Des restrictions budgétaires ou des hausses d'impôts sévères sont inévitables. L'affaiblissement continu des principes de l'économie de marché, l'élargissement de l'Etat providence et une politique des dépenses non durable ont créé des structures inefficaces. A cela s'ajoute le dérapage des systèmes de retraite à cause de l'évolution démographique. Les partis populistes attirent les électeurs en se présentant comme le rempart face à la régression sociale et en cherchant à marquer des points sur des thèmes tels que l'immigration et la sécurité. Ainsi, ils se saisissent certes de problématiques sociétales que les partis établis avaient jusqu'à présent négligés de façon coupable. Mais bon nombre de ces nouveaux mouvements ne sont pas prêts à contribuer de manière constructive à la résolution efficace de ces problèmes. Au lieu de cela, ils misent sur la polarisation et sur des réponses simples, qui ne sont souvent pas à la hauteur de la complexité de notre monde. Le problème sous-jacent est que

les électeurs ne sont pas disposés à accepter les réalités économiques. Ils persistent à croire aux affirmations des partis populistes qui prétendent qu'il existe un moyen indolore d'échapper aux défis. Or cela devrait juste prolonger l'agonie européenne, mais non la stopper.

Fredy Hasenmaile,
chef économiste de Raiffeisen

Mentions légales importantes

Pas de conseil

Cette présentation est destinée à des fins publicitaires et d'information générales et n'est pas adaptée à la situation personnelle du destinataire. Elle ne constitue ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre ou autre incitation et ne remplace en aucun cas une analyse et un conseil complets et détaillés. Les exemples et remarques mentionnés sont donnés à titre indicatif et peuvent donc varier au cas par cas. En l'espèce il appartient au destinataire d'obtenir les précisions et d'effectuer les examens et de recourir à des spécialistes (par ex. conseillers fiscaux, en assurances ou conseillers juridiques).

Remarques concernant les déclarations prospectives

La présente publication contient des déclarations prospectives qui reflètent les estimations, hypothèses et prévisions de Raiffeisen Suisse société coopérative au moment de son élaboration. En raison des risques, incertitudes et autres facteurs, les résultats futurs sont susceptibles de diverger des déclarations prospectives. Raiffeisen Suisse société coopérative n'est pas tenue d'actualiser les déclarations prospectives présentées dans cette publication.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication.

Raiffeisen Suisse décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

Les performances indiquées se basent sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer les évolutions présentes ou futures.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.

La présente publication ne peut être reproduite et/ou transférée ni partiellement, ni entièrement sans l'autorisation écrite de Raiffeisen.
